



**HAL**  
open science

## Les exilés, ces “brûleurs de frontières”

Clyde Plumauzille

► **To cite this version:**

| Clyde Plumauzille. Les exilés, ces “brûleurs de frontières”. 2021. halshs-03929442

**HAL Id: halshs-03929442**

**<https://shs.hal.science/halshs-03929442>**

Submitted on 1 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Clyde Plumauzille, Les exilés, ces « brûleurs de frontières », *Libération*, 15 décembre 2021

### Texte avant épreuve

C'était il y a une semaine déjà, un homme armé d'un sabre fait irruption dans un camp d'exilés du parc de Bercy et commence à donner des coups dans plusieurs tentes, criant « y en a marre des étrangers » ([Libération, 8 décembre 2021](#)). C'était il y a une semaine déjà et l'émoi à peine apparu face à cette attaque raciste s'est vite dissipé alors que trois hommes ont été hospitalisés, dont un dans un état grave. Comment en sommes-nous arrivés là ? Pour [Jan Brossat](#), l'adjoint communiste à la mairie de Paris en charge de l'hébergement d'urgence et la protection des réfugiés : « c'est le résultat d'une banalisation sans précédent de propos racistes. Quand des paroles de cette nature sont répétées matin, midi et soir, elles finissent par engendrer des actes violents comme ceux qui se sont produits ce matin à Bercy. Il est temps de prendre au sérieux la menace que représente cette banalisation du racisme dans tout le pays ». Classé dans les rubriques Faits divers de quelques quotidiens, cet événement témoigne plus largement du continuum des violences qui jalonnent les sentiers de l'exil au XXI<sup>e</sup> siècle, des pays en crise que l'on fuit aux pays d'arrivées à l'asile conditionnel. Il est aussi à rapprocher de cette « [hécatombe](#) » en cours qui a fait tout récemment 27 morts dans un naufrage au large de Calais ([Libération, 25 novembre 2021](#)) et l'an passé plus de 2200 morts en mer parmi les hommes, femmes et enfants qui ont tenté de rejoindre l'Europe quoi qu'il en coûte<sup>1</sup>. Il dit enfin les effets multiples d'une politique du soupçon et d'une stigmatisation au long cours des « errants » (Hannah Arendt) qui hante le passé migratoire de l'Europe.

Dans cette frénésie xénophobe du présent, où l'on agite sans cesse l'épouvantail d'une « crise migratoire » ou d'une « crise des migrants » inédite, on peut au moins prendre pour boussole les travaux en histoire des migrations et notamment l'ouvrage de Delphine Diaz paru il y a un peu plus d'un mois, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours* dans la collection Folio Histoire. Elle y met tout d'abord à plat les mots pour le dire. Plutôt que d'emprunter aux catégorisations politiques qui départagent les migrants selon leur légitimité à revendiquer le droit d'asile, l'historienne propose une histoire des « exilés », soit de toutes celles et ceux forcés à vivre hors du lieu, hors du pays où ils habitaient ordinairement. Cette catégorie de l'exil permet de ne pas présupposer le statut des individus, ni d'essentialiser ces derniers, mais de placer la focale sur le parcours de ces « brûleurs de frontières » qui ont en commun l'absence d'espoir et la fuite de pays qui ne leur offrent plus d'avenir. Dès lors, il est possible de raisonner de façon diachronique afin d'interroger les méandres historiques de l'exil en Europe à l'époque contemporaine, période qui confère une ampleur et une intensité nouvelles aux migrations contraintes, mais également une dimension éminemment politique et médiatique.

Du tournant révolutionnaire de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qui voit l'exil et la déportation d'opposants politiques comme nouvel outil répressif, au lendemain des « printemps arabes » et des guerres en Lybie et en Syrie confrontés à l'inflation des personnes déplacées et réfugiées dans le monde, Delphine Diaz met en exergue les permanences et les rejeux de ce discours sécuritaire sur la crise migratoire en Europe. Ainsi, au début des années 1830, la venue en France de plusieurs dizaines de milliers d'exilés patriotes espagnols, italiens, ou

---

<sup>1</sup> D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2021/5/60915977a/hcr-lance-alerte-nombre-croissant-deces-refugies-migrants-mediterranee.html>.

encore polonais avait suscité un vif émoi médiatique en France, ainsi que la mise en place de dispositifs de contention de ces populations : tentatives de refus d'admission sur le sol français, papiers d'identification spécifiques, assignation à résidence dans des « dépôts », établissement de registres nominatifs où l'on traque les « faux réfugiés ». Dans les années 1930, alors que les conflits armés deviennent la première cause de départ en exil, on peut lire également comment l'arrivée des réfugiés républicains espagnols est perçue comme une « invasion » dans une France devenue « malade de la peur » (Pierre Laborie) ou comment exilés juifs allemands et autrichiens sont jugés inassimilables par les pays d'Europe de l'Ouest, qui traduisent cette « indésirabilité » dans des lois stigmatisantes et des pratiques administratives d'internement dérogeant au droit républicain. Plutôt qu'une succession de « crises migratoires », la recherche de l'historienne donne à comprendre des « crises de l'asile », un asile qui, s'il parvient à s'établir dans le droit international à l'issue des deux conflits mondiaux, demeure aux yeux des États européens un devoir souvent fragile, tiraillé entre deux exigences, « surveiller et secourir » (Gérard Noiriel).

Pour autant, à lire *En exil*, on saisit aussi le temps long des solidarités qui ont émaillé jusqu'à nos jours le parcours des celles et ceux qui se retrouvent à un moment donné « sans État ». Encore proche de nous, en 1979-1980, l'État français, dans un grand mouvement de solidarité et de mobilisation institutionnelle, a ainsi accueilli plus 120 000 boat people vietnamiens et cambodgiens au titre de réfugiés selon les mécanismes dits de *prima facie* qui permet une reconnaissance collective lorsque des arrivées massives ne permettent pas une détermination individuelle de leur statut. De même en portant son attention sur les lieux européens de passage, l'ouvrage restitue les profondeurs historiques du couloir de la Roya « où la solidarité envers les étrangers venus dans l'illégalité était enracinée dans des pratiques séculaires » (p. 363). Que ce soit en 1920, quand des milliers d'exilés antifascistes fuient l'Italie mussolinienne pour s'installer en France, ou aujourd'hui, quand des Érythréens et des Soudanais tentent d'échapper à des pays autoritaires et dictatoriaux, les mêmes sentiers sont parcourus, les mêmes canaux de « passeurs-citoyens » sont activés. La banalisation contemporaine du racisme à l'encontre des exilés ne doit pas nous faire oublier cela, d'autres histoires sont possibles où peuvent s'exprimer toute l'humanité et la dignité des exilés ainsi que de celles et ceux qui les accueillent.